

Bulletin du FMI

RÉUNION DU G-20 DE LONDRES

Le troisième assaut de la crise sera marqué par une hausse du chômage, avertit le Directeur général du FMI

Bulletin du FMI en ligne
5 septembre 2009

- Des signes de reprise économique, mais un chômage toujours en hausse
- Les gouvernements doivent poursuivre leurs plans de relance pour combattre la crise
- Les mesures du G-20 ont permis «d'éviter une catastrophe potentielle»

Les politiques mises en place pour combattre la crise économique la plus grave depuis la Grande dépression portent leurs fruits, mais il ne faut pas que les gouvernements relâchent leurs efforts de relance tant que la reprise ne se sera pas bien installée et que les niveaux de chômage n'auront pas amorcé une décrue, a mis en garde le Directeur général du FMI.

S'adressant à la presse à l'issue des deux jours de réunion des ministres des finances et gouverneurs de banque centrale de pays industrialisés et émergents à Londres, Dominique Strauss-Kahn a indiqué que des signes de rétablissement étaient perceptibles, mais que le chômage allait continuer de monter.

«Nous assistons à la troisième vague de la crise, qui provoque une hausse des taux de chômage» a indiqué Dominique Strauss-Kahn. Les deux premières phases étaient la crise financière et la crise économique mondiale qu'elle a provoquée.

«Mettez-vous à la place du travailleur en Allemagne ou en France qui risque de perdre son emploi dans les mois à venir. Pour lui la crise n'est pas surmontée, elle est bel et bien devant lui» a-t-il observé lors de la conférence de presse de clôture de la réunion des ministres du G-20.

Une reprise languissante

Le FMI a indiqué que l'économie mondiale semble sortir de la crise économique et financière la plus grave depuis l'après-guerre, mais a souligné que le redressement sera lent et qu'il ne sera pas nécessairement générateur d'emplois. Le chômage pourrait continuer de monter pendant l'année à venir.

Étant donné la fragilité de la reprise, M. Strauss-Kahn — faisant écho à ses propos tenus à Berlin le 4 septembre à l'occasion de la conférence de la [Bundesbank](#) — a invité les dirigeants à pécher plutôt par excès de prudence quand ils décideront de mettre fin aux mesures de riposte à la crise, précisant que les gouvernements devaient toutefois dès à présent définir leur stratégie de sortie pour être en mesure de mobiliser le soutien de l'opinion et d'agir quand le moment serait venu.

Les ministres du G-20 «sont tous convenus aujourd'hui que, même s'il nous faut traiter de notre stratégie de sortie, l'heure n'est pas venue de la mettre en œuvre. L'heure est encore à soutenir la demande jusqu'à ce que la demande du secteur privé soit suffisamment soutenue pour prendre le relais de la demande du secteur public», a-t-il ajouté.

L'objet de cette réunion était de préparer le sommet des dirigeants des pays du G-20 qui aura lieu fin septembre à Pittsburgh aux États-Unis. Les ministres du G-20 ont noté dans un communiqué que des politiques d'une ampleur sans précédent et concertées à l'échelon mondial ont mis un frein à la chute et que les marchés financiers se stabilisent.

Ils ont dit leur volonté de combattre le chômage en soutenant l'emploi à travers des politiques structurelles et des politiques actives du marché du travail, par la formation et par l'enseignement. Ils ont en outre rappelé que la reprise devrait être complétée par un rééquilibrage de la demande mondiale.

Une régulation plus rigoureuse

Saluant le niveau de coopération qui a régné entre le G-20 et le FMI, M. Strauss-Kahn a estimé que la réunion des ministres était une réussite et constituait une bonne préparation pour le sommet de Pittsburgh. L'action conjointe du G-20 depuis le début de l'année avait permis «d'éviter une catastrophe potentielle».

S'agissant du renforcement de la régulation du secteur financier, lequel a été à l'origine de la crise, M. Strauss-Kahn a déclaré que beaucoup a déjà été fait, mais que des mesures plus concrètes seraient nécessaires concernant les ratios de capitalisation des banques, les activités transnationales et la rémunération des dirigeants de la finance.

La culture de la prise de risque a été la marque de fabrique des grands établissements financiers — avec leurs généreux bonus récompensant la rentabilité à court terme et le souci insuffisant du risque à long terme — et les responsables politiques sont convenus que ces prises de risque excessives avaient contribué à alimenter les effets procycliques et avaient été pour beaucoup dans la crise.

«Je crains que, alors même que le secteur financier émerge de la crise, les choses ne reprennent leur cour habituel en empêchant de faire de véritables progrès» a-t-il déclaré.

Les avancées du FMI

M. Strauss-Kahn a souligné les progrès accomplis par le Fonds monétaire international depuis la réunion d'avril du G-20 dans la lutte contre la crise et s'est félicité de l'augmentation des ressources à sa disposition pour aider les pays les plus vulnérables. «Le FMI a fait tout ce qui lui était demandé et il est même allé plus loin», a-t-il noté.

- **Triplement des ressources.** Le G-20 avait appelé à un triplement des ressources du FMI, qui devaient atteindre environ 750 milliards de dollars en guise d'assurance contre les nouvelles retombées mondiales de la crise. M. Strauss-Kahn a indiqué que les 500 milliards

supplémentaires étaient maintenant presque entièrement réunis et a remercié les ministres d'avoir apporté leur contribution à l'augmentation proposée.

- **Allocation de DTS.** Le G-20 avait préconisé une injection de liquidités dans les réserves de change des pays membres à hauteur de 250 milliards de dollars sous forme de droits de tirage spéciaux, l'avoir de réserve du FMI. Cette allocation a pris effet le 28 août.
- **Aide aux pays à faible revenu.** Le G-20 avait demandé que 6 milliards de dollars soient fournis aux pays à faible revenu sur deux ou trois ans. Le FMI sera en mesure de leur apporter 8 milliards de dollars pendant cette période et 17 milliards de dollars d'ici à 2015. Les taux d'intérêt pour les pays les plus pauvres seront de zéro pour cent, au moins jusqu'en 2011 (pour plus de détails sur les pays à faible revenu, voir le blog du FMI <http://blog-imfdirect.imf.org/>).

Gouvernance du FMI

S'agissant de la gouvernance du FMI et des autres institutions financières internationales (IFI), les ministres du G-20 reconnaissent que le FMI doit continuer de fonctionner suivant un système de quotes-parts — c'est-à-dire que la représentation d'un pays doit globalement refléter son poids dans l'économie mondiale. Cependant, ils ont noté que, dans le cadre des réformes en cours, le poids et la représentation des pays émergents et des pays en développement, notamment des plus pauvres d'entre eux, doivent être notablement accrus pour tenir compte de l'évolution du paysage économique mondial.

«Pour cela, nous comptons sur des avancées importantes à Pittsburgh. Nous réitérons aussi notre engagement à améliorer la responsabilisation, à renforcer l'implication des gouverneurs du FMI dans l'orientation stratégique, et à faire en sorte que la sélection des dirigeants des IFI soit soumise à un processus ouvert, transparent et fondé sur le mérite».

«Pour améliorer le rôle et l'efficacité de FMI à l'appui d'une collaboration plus poussée et dans son action pour une économie mondiale et un système financier international plus viables, il sera crucial de disposer d'une surveillance franche, impartiale et indépendante. Nous appelons le FMI, en collaboration avec les autres institutions internationales, à poursuivre son évaluation de nos politiques afin de garantir les conditions d'une reprise durable» précise en outre le communiqué.

Les commentaires sur cet article sont à envoyer à imfsurvey@imf.org

Traduction d'un article paru sur www.imf.org/imfsurvey